



Revue de la presse arménienne du 20 octobre 2020

Les combats violents se poursuivent/ De lourds affrontements sont en cours dans la direction du sud, près d'Ishkhanadzor. Le Ministère arménien de la Défense a rejeté l'accusation azerbaïdjanaise selon laquelle l'Arménie aurait pris pour cible l'oléoduc Bakou-Novorossiysk. L'armée a publié [les images](#) montrant les restes de l'un des 5 drones abattus hier qui serait un Bayraktar TB2 turc. L'avion transportant l'aide humanitaire de Los Angeles vers l'Arménie a atterri à l'aéroport d'Erevan. Rappelons que le vol était initialement prévu pour le 15 octobre, mais qu'il a été retardé après que la Turquie ait refusé d'ouvrir son espace aérien pour ce vol (cf. [revue du 16 octobre 2020](#)). Le Président de facto du Karabakh a reçu une délégation parlementaire du parti « Alternative pour l'Allemagne ». Il a remercié les parlementaires allemands d'avoir visité le Karabakh de leur propre initiative et d'avoir observé les problèmes des Arméniens locaux dans ces conditions de guerre difficiles, exprimant l'espoir qu'ils seront présentés au peuple et aux dirigeants allemands. Selon le représentant du Ministère de la Défense de l'Arménie, Artsrun Hovhannisyán, un détachement militaire de femmes a été créé avec 100 personnes déjà inscrites et de nombreuses candidatures en attente. Le Conseil de sécurité [a tenu](#) une réunion d'urgence présidée par le Premier ministre. L'Arménie a demandé à la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) d'élargir le cadre des mesures provisoires appliquées à l'Azerbaïdjan afin qu'il ne concerne pas seulement le ciblage de la population civile, des installations civiles et des colonies, mais aussi la question de la garantie de la sécurité de toute personne qui est apparue sous le contrôle des autorités azerbaïdjanaises. La partie arménienne a fait état de 729 victimes militaires.

Les dirigeants arménien et azéri se disent prêts à se rencontrer/ Dans des interviews séparées accordées à TASS, le Premier ministre arménien et le Président azerbaïdjanais se sont déclarés prêts à se rencontrer à Moscou pour des discussions urgentes sur le conflit du Haut-Karabakh. Pachinian [a déclaré](#) que le conflit du Karabakh devait être résolu par des moyens exclusivement pacifiques et qu'il était prêt à faire tous les efforts possibles pour parvenir à un tel résultat, y compris rencontrer Aliyev. Il a déclaré que l'Arménie restait attachée à un accord de paix de compromis. « *Si l'autre partie n'est pas prête, nous sommes prêts à nous battre jusqu'au bout pour notre peuple, nos compatriotes du Haut-Karabakh* » a déclaré Pachinian. Selon lui, le statut du Karabakh est le point de départ des négociations pour la partie arménienne.

Pachinian : la Russie a un droit légitime et des raisons de réagir/ Commentant à la demande de TASS les rapports sur le transfert de militants du Moyen-Orient, en particulier de Syrie et de Libye, vers la zone de conflit, Pachinian a noté que ces éléments pourraient s'infiltrer sur le territoire russe. Pachinian estime que les combattants des groupes terroristes syriens qui participent actuellement à la guerre contre le Haut-Karabakh constituent une menace immédiate pour la Russie et que celle-ci a donc « *le droit légitime et la raison de réagir à cette situation* ».

Lavrov sur la nécessité de mise en place des mécanismes de surveillance du cessez-le-feu/ La presse rend compte [des déclarations](#) du Ministre russe des Affaires étrangères selon lesquelles l'introduction de mécanismes de surveillance du cessez-le-feu est nécessaire pour que ce dernier fonctionne. D'après lui, des travaux actifs sont en cours dans ce sens, notamment entre le Ministère russe de la Défense et ses partenaires arméniens et azerbaïdjanais. Lavrov a fait part de son espoir qu'un tel mécanisme serait convenu dans les plus brefs délais. Rappelons que Lavrov avait déclaré que Moscou était prêt à déployer des « *observateurs militaires* » dans la zone de conflit dans le cadre d'un tel arrangement (cf. [revue du 15 octobre 2020](#)). Selon Lavrov, actuellement le plus important est de mettre immédiatement fin à la rhétorique de confrontation, tant entre les parties qu'au niveau des acteurs internationaux, puis de cesser des actions militaires et le ciblage des installations civiles.

Les Ministres des Affaires étrangères de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie rencontreraient séparément le secrétaire d'État Mike Pompeo/ Citant le site *Politico*, la presse locale indique que les Ministres des Affaires étrangères de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie rencontreraient séparément le secrétaire d'État Mike Pompeo à Washington vendredi prochain. D'après la presse, ces visites offrent également à l'administration Trump une chance de présenter une tentative de leadership mondial quelques jours avant les élections présidentielles. La presse rappelle que le Président américain, Donald Trump, n'a toujours pas commenté publiquement les hostilités au Karabakh. Cependant, s'exprimant lors d'un rassemblement de campagne électorale dans le Nevada dimanche dernier, Trump a déclaré « *Les Arméniens, ce sont des gens bien. Ce sont aussi de grands hommes d'affaires, vous savez... Là où je viens de partir, il y avait beaucoup d'Arméniens avec de beaux drapeaux. Nous travaillons sur certaines choses* ». Le rival démocrate de Trump, Joe Biden, a exprimé la semaine dernière sa profonde inquiétude quant à l'effondrement du cessez-le-feu et a accusé l'administration Trump d'être « *largement passive et désengagée* » dans cette question.

Autres réactions internationales/ Le Conseil de sécurité des Nations unies a discuté de la nécessité d'assurer le contrôle du régime de cessez-le-feu dans la zone de conflit du Haut-Karabakh. Le Secrétaire général des Nations unies [a appelé](#) l'Arménie et l'Azerbaïdjan à respecter leur dernier accord de cessez-le-feu et à reprendre les pourparlers de paix. Il a également condamné les bombardements de zones civiles qui ont tué des dizaines de personnes des deux côtés. Selon le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Mikhaïl Bogdanov, dans ses contacts avec la Turquie, le MAE russe soulève la question de la participation de mercenaires de Syrie et de Libye aux combats dans la zone de conflit du Haut-Karabakh. La presse rend compte de la déclaration de Valérie Boyer selon laquelle elle déposerait cette semaine un texte au Sénat français pour reconnaître le Haut-Karabagh et condamner les actes de la Turquie et de l'Azerbaïdjan. La presse locale cite également [l'interview](#) d'Anne Hidalgo, Maire de Paris, dans laquelle elle dit qu'à titre individuel elle est favorable à l'autodétermination du Karabakh tout en indiquant que le Ministère français des Affaires étrangères estime que seul le groupe de Minsk peut permettre le retour à la paix et à la sécurité.

Pachinian rencontre les forces extra-parlementaires/ Nikol Pachinian a tenu une deuxième réunion avec les forces extra-parlementaires. Son porte-parole a déclaré que le gouvernement avait pris note de la proposition des 14 partis politiques qui avait publié une déclaration commune proposant de mettre en place d'urgence un quartier général de gestion opérationnelle - organe étatique spécial pour les solutions aux problèmes politico-militaires. Les partis ont également appelé à engager les anciens Présidents et les Présidents en exercice, les Premiers ministres, les Ministres de la Défense et des Affaires étrangères et d'autres personnes expérimentées d'Arménie et du Karabakh dans l'organisation de la défense de la Patrie.

Le représentant de l'Arménie auprès de la CEDH sur la « sécession réparatrice »/ Le représentant de l'Arménie auprès de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), Yeghishe Kirakosian, a déclaré que l'idée de « sécession réparatrice » exprimée par le Premier ministre était la même que celle du droit à l'autodétermination, mais à un niveau extrême. Selon lui, cette thèse ne rejette pas le fait que la sécession ait déjà eu lieu. De plus, selon lui, le fait que la sécession a eu lieu dans l'Union soviétique et le fait que le Karabakh n'ait jamais fait partie de l'Azerbaïdjan indépendant est important.

Pachinian : « la dernière occasion de parvenir à un statut acceptable ou à un quelconque statut pour le Karabakh était en 2011 » / Dans une publication Facebook Nikol Pachinian a déclaré que la guerre actuelle était pour le statut du Karabakh. Selon lui, la guerre aurait pu être évitée si l'Arménie avait cédé les territoires et convenu d'un statut incertain du Karabakh, pour une période indéfinie, en l'absence d'un mécanisme de détermination du statut futur. D'après lui, théoriquement la guerre peut être arrêtée avec une résolution un peu moins bonne de l'option mentionnée. Selon lui, la dernière occasion de parvenir à un statut acceptable ou à un quelconque statut pour le Karabakh par le biais de négociations a été terminée en 2011 à Kazan. Pachinian a déclaré que la guerre pourrait résoudre la question du statut du Karabakh en cas de succès dans la guerre. « *Pouvons-nous remporter des succès dans la guerre ? Oui, si nous consolidons le potentiel national autour de cet objectif et si nous nous engageons tous sincèrement et de manière désintéressée à atteindre cet objectif* » a déclaré Pachinian.

66694 cas confirmés de coronavirus/ Au moment de la rédaction de cette revue, les autorités ont confirmé 66694 cas de coronavirus dans le pays dont 48734 ont été guéris et 1101 patients sont décédés.

Rédaction : Lena Gyulkhasyan

Cette revue de presse est une synthèse réalisée à partir de publications arméniennes parues au cours d'une journée définie et constitue un document de travail qui ne saurait en aucun cas exprimer le point de vue de l'Ambassade de France ou des autorités françaises. Toute reproduction de cette revue destinée notamment à une publication électronique, papier, destinée à des tiers, est soumise à autorisation de l'Ambassade de France en